

## **Groupe de contact Belgique et mondes contemporains**

### **Appel à communications (9 décembre 2016) : « Mobilisations et acteurs sociaux transnationaux : nouveaux horizons de la recherche »**

Fondé en 2009, le groupe de contact du F.R.S.-FNRS « Belgique et mondes contemporains » se veut un réseau de chercheurs, débutants ou confirmés, soucieux de faire progresser la recherche sur l'insertion de la Belgique dans un environnement international de plus en plus européenisé et mondialisé. Forum d'échanges entre ses membres, issus de toutes les communautés linguistiques belges et de l'étranger, il est aussi un vecteur de rencontres scientifiques réelles par le truchement de ses journées d'études. Six colloques ont eu lieu entre 2010 et 2015. Trois d'entre eux se sont concentrés sur les nouvelles recherches en histoire africaine et coloniale, donnant lieu à publication en 2014<sup>1</sup>. Les trois autres se sont focalisés sur l'évolution de l'historiographie des relations internationales de la Belgique, sur la question des transferts culturels dans l'Europe du Nord-Ouest et sur les biographies de diplomates avec, dans ce dernier cas, une publication à la clé en 2016<sup>2</sup>.

La 7<sup>e</sup> journée du groupe de contact, qui se tiendra à Bruxelles le 9 décembre 2016, interrogera les mobilisations sociales transnationales, du XIX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle, porteuses de revendications sociales, éthiques, culturelles, écologiques... Depuis les combats pour l'extension du droit de suffrage ou la journée de huit heures jusqu'aux mobilisations du Forum social mondial et aux marches pour le climat en passant par l'internationalisation des actions syndicales, de nombreux cas d'étude permettent d'illustrer les connexions et les interactions transfrontalières, encore facilitées par l'accélération des transports et les nouvelles technologies de l'information<sup>3</sup>.

Non sans pointer, à la suite d'Idesbald Goddeeris, les limites et les illusions du transnationalisme comme grille d'analyse<sup>4</sup>, les organisateurs entendent susciter des contributions qui s'attacheront :

---

<sup>1</sup> Van Schuylenbergh, Patricia, Lanneau, Catherine et Plasman, Pierre-Luc, dir., *L'Afrique belge aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Nouvelles recherches et perspectives en histoire coloniale* (Outre-Mers, 2), Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, 2014, 281 p.

<sup>2</sup> Dumoulin, Michel et Lanneau, Catherine, dir., *La biographie individuelle et collective dans le champ des relations internationales* (Enjeux internationaux, 39), Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, 2016, 230 p.

<sup>3</sup> Smith, Jackie, « Transnational social Movements », in *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, vol. 3, Malden, Blackwell, 2013, p. 1347-1351.

<sup>4</sup> Goddeeris, Idesbald, « The Limits of the Transnational », in *Revue belge de philologie et d'histoire*, tome 89, fasc. 3-4, 2011, p. 1237-1248.

1° aux *acteurs*, dans une optique prosopographique et/ou typologique. Comment (modalités ? temporalité ?) se constituent ces mouvements ? Peut-on parler d'un réseau d'acteurs et, si oui, quels sont les mécanismes de structuration de celui-ci ? La démarche des acteurs est-elle essentiellement collective ou individuelle ? Présente-elle à la fois ces deux aspects ? Les acteurs sont-ils mandatés ou élus par une organisation ? Sont-ils représentatifs d'une réelle force sociale ? S'agit-il d'un réseau de spécialistes ou de militants défendant un projet de société global ?

2° aux *types de mobilisation* : poursuit-on des buts économiques, politiques, sociaux ou intellectuels ? Ces mobilisations sont-elles au cœur de véritables conflictualités sociales et cherchent-elles dès lors à créer des rapports de force de nature politique au plan international ou fonctionnent-elles plutôt dans l'expertise et la recherche de solutions technocratiques ?

3° au(x) *modèle(s) de référence* : ces mouvements débattent-ils de la possibilité de construire une dynamique transnationale au départ d'un modèle existant et de sa potentialité de transfert ? Visent-ils l'échange de pratiques, adaptées aux plans national et local en s'inspirant d'exemples étrangers, ou existe-t-il des promoteurs d'un ordre social transnational basé sur un modèle libéral, social-démocrate ou communiste ?

4° aux *réactions* suscitées par ces mouvements : comment l'opinion publique, les médias, les milieux politiques et économiques se positionnent-ils par rapport à eux ? Quel registre de réactions (contre-discours, répression, négociation...) suscitent ces mobilisations ? Quel est le discours produit à leur égard ? Comment s'articule-t-il avec le discours généré par les mouvements eux-mêmes ?

Une attention particulière (mais non exclusive) sera portée aux questions ou éléments suivants :

- a) existe-t-il une spécificité belge dans ce type d'engagements et, si oui, à quels facteurs faut-il l'attribuer ? La situation géographique de la Belgique et/ou son rôle traditionnel de carrefour culturel peuvent-ils être ici invoqués ? Dans quelle mesure ces mouvements transnationaux impliquant des Belges influent-ils sur la politique nationale ou infléchissent-ils des dynamiques menées au plan local ?
- b) l'étude des mouvements étudiants, des mouvements de jeunesse et des mouvements actifs dans la lutte contre la marginalité sociale, dans la mesure même où ceux-ci sont souvent des lieux de rencontre et de structuration d'un futur réseau d'acteurs pour d'autres mobilisations.

Les propositions de communications (3000 signes max.), en français ou en anglais, sont à envoyer au secrétariat du groupe ([C.Lanneau@ulg.ac.be](mailto:C.Lanneau@ulg.ac.be)) pour le 30 juin 2016 au plus tard. Le comité d'évaluation veillera à permettre un dialogue entre doctorants et chercheurs plus confirmés.

Comité scientifique et organisateur : Michel Dumoulin (UCL / Académie royale), président du groupe de contact FNRS – Eric Geerkens (ULg) – Catherine Lanneau (ULg), secrétaire du groupe de contact FNRS – Pierre Tilly (UCL-Mons).